



## Une rentrée... dans le dur ?

Comme chacun a pu s'en rendre compte la rentrée gouvernementale fût mouvementée et le cap choisi au final ne diverge pas de ce que nous avons connu jusqu'à maintenant bien au contraire.

Où en est-on de la situation à la DGDDI à l'orée de l'automne ?

Cet été, nous avons fait des propositions au ministre et nous attendons sa réponse. La tendance sera donnée par les premiers éléments et par les annonces dont la DG se fera le porte-parole (c'est l'une des obsessions de Bercy : remettre en selle une direction générale disposant d'une marge à peu près nulle, et donc largement discréditée).

Nous sommes exactement dans le sentiment des agents et même plus largement des citoyens : nous n'avons plus confiance.

Le Ministère affirme qu'il a bougé en sauvant les directions (et en œuvrant pour une limitation des restructurations, assortie d'un accompagnement particulier. Malgré ces annonces nous savons que la DGDDI est citée dans la réforme territoriale qui est dans les cartons. Rappelons une évidence : une mobilité forcée à plusieurs centaines de kilomètres (taille des DI) n'a rien d'une « douceur » faite aux agents touchés. Quant à l'accompagnement les propositions avancées par le Ministère ne sont pas du tout à la hauteur du préjudice que risquent d'engendrer ces mobilités. Le Ministère donne l'impression d'être plus à l'aise dans le sujet des indemnités de restructurations que dans les sujets de fond qui sont la source de ces mobilités : les missions, le maillage, l'utilité de la douane dans la société d'aujourd'hui. Peut être que cette posture s'explique par la difficulté à s'opposer à l'intersyndicale dans un débat de fond où les États Généraux de la douane ont amené d'autres réponses que celle portée par Bercy.

La copie présentée à ce jour n'a donc rien de satisfaisant. Et l'accord voulu à tout crin par Bercy n'est pas une hypothèse sérieuse en l'état.

Le PSD n'est qu'un écran de fumée destiné à dissimuler une politique d'effacement d'un outil public. Plus aucun agent des douanes ne peut croire à la version officielle portant l'étendard du mieux faire avec moins.

Service Public, protection, régulation : on voudrait nous faire passer ces thèmes pour des visions passéistes, qui seraient par définition opposées à l'activité économique et à l'emploi. Ironie du sort : c'est sous l'égide d'un gouvernement de gauche.

C'est une erreur historique et tragique, dont les conséquences seront peut-être sans retour, que l'on s'apprête à commettre.

La balle est toujours dans le camp de Bercy.

C'est en quelque sorte l'heure de vérité : celle où l'on va voir si le ministre persiste dans l'erreur ou si nos autorités ministérielles savent se sortir d'une posture où elles se sont elles-mêmes enfermées.

Dans ce contexte, la conduite des organisations syndicales est induite, pour ne pas dire quasiment contrainte.

Il est de notre devoir de résister par tous les moyens. Nous continuerons à le faire sur une ligne commune et quasi-unanime, malgré nos différences historiques et d'idéologie, tant la vision du péril est partagée.

Comme suite à la réunion Douane du 11 juillet dernier, les cycles de discussions débuteront dans la deuxième quinzaine de septembre. Trois réunions sont d'ores et déjà programmées :

- deux réunions « métiers / missions », les vendredi 19 et 26 septembre 2014, à 9 h 30, en présence du Secrétaire général ou de son représentant ;
- une réunion, présidée par le Secrétaire général, dédiée à l'accompagnement social, le lundi 29 septembre à 15 h 00.

Nous reviendrons rapidement vers vous afin de poursuivre cette lutte jusqu'à l'obtention d'un sort différent pour notre direction et ses agents.

Paris, le 3 septembre 2014